# La chute de Laurent Gbagbo

- Et en Afrique, on dit quoi ? - Côte d'Ivoire - Elections présidentielles 2010 -

*LeMonde.fr | 11.04.11 | 19h16 " Mis à jour le 12.04.11 | 07h16*

Le président ivoirien sortant, Laurent Gbagbo, a été arrêté lundi 11 avril à l'issue d'une attaque sur sa résidence à Abidjan des forces de son rival Alassane Ouattara, appuyées par les moyens aériens et blindés des forces françaises et de la mission des Nations unies (Onuci), la fin de quatre mois de crise post-électorale en Côte d'Ivoire.

>> Voir le portfolio retraçant ces quatre mois de crise

"Nous voici enfin à l'aube d'une nouvelle ère d'espérance" a salué Alassane Ouattara lundi soir, dans un discours à la télévision officielle ivoirienne : "Comme tous les Ivoiriens, nous aurions voulu que le transfert du pouvoir se fasse autrement."

"Afin de construire un Etat de droit, je demande au garde des sceaux d'engager une procédure judiciaire à l'encontre de Laurent Gbagbo, son épouse et ses collaborateurs. Il leur sera réservé un traitement digne, et leurs droits seront respectés" a promis le président reconnu par la communauté internationale, qui "appelle [les Ivoiriens] à s'abstenir de tout acte de vengeance" pour que "revienne la paix" dans le pays. Alassane Ouattara a enfin promis la création d'une commission nommée "Vérité et lumière" pour "faire la lumière sur les massacres" survenus ces derniers mois en Côte d'Ivoire.

**"MALMENÉS MAIS PAS LYNCHÉS"**

Après une offensive foudroyante des Forces républicaines de Ouattara qui, mi-mars, ont repris, en une semaine, le contrôle de tout le pays, la bataille faisait rage depuis douze jours à Abidjan, les forces de Laurent Gbagbo faisant preuve d'une résistance acharnée pour protéger le président sortant, retranché dans sa résidence de Cocody, au nord de la ville. Mais depuis dimanche après-midi, les hélicoptères de l'Onuci et de la force française Licorne ont mené des frappes intenses sur la résidence présidentielle et sur la présidence, dans le quartier administratif du Plateau.

Au pouvoir depuis 2000, Laurent Gbagbo, 65 ans, s'est finalement rendu lundi vers 13 heures (15 heures à Paris) en compagnie de son épouse, Simone, considérée comme une "dure" du régime, et de son fils, Michel, né d'un premier mariage.

Lire le portrait de Laurent Gbagbo (édition abonnés) :"Laurent Gbagbo, la tenacité dans l'adversité"

Voir sa biographie en images : "La fin de onze ans de présidence"

Jean-Philippe Rémy, l'envoyé spécial du Monde en Côte d'Ivoire, raconte les circonstances de l'arrestation de Laurent Gbagbo et de sa famille et l'"ambiance électrique" qui règne depuis.

Entré dans la résidence, peu de temps après l'entrée des forces d'Alassane Ouattara, Jean-Philippe Rémy a pu constaté l'ampleur des dégâts provoqués par les frappes aériennes depuis dimanche. Il rapporte des scènes de pillage et une ambiance "stupéfiante" avec des soldats buvant du champagne dans des coupes en cristal.

**LE DÉLICAT RÔLE DE LA FRANCE**

Ces frappes, et l'importance décisives qu'elles ont eu pour la victoire d'Alassane Ouattara, ont suscité de nombreuses interrogations, lundi. Le porte-parole du PS, Benoît Hamon, a notamment souhaité que le gouvernement "précise les conditions d'engagement" de la force Licorne en Côte d'Ivoire, tout en répétant le soutien de son parti à cette opération.

Les raids, ordonnés par le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, visaient officiellement les armes lourdes du camp Gbagbo menaçant les civils, conformément à la résolution 1975 du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais le ministre français de la défense, Gérard Longuet, a reconnu lors d'une conférence de presse à Paris que "l'objectif (fixé) par la communauté internationale était de faire en sorte que le président élu puisse présider", décrivant l'engagement de l'Onuci et de Licorne comme "un soutien" à l'offensive des pro-Ouattara.

D'autres questions ont entouré le rôle exact qu'ont joué les forces françaises dans l'arrestation du président sortant : toute la journée, les proches de Laurent Gbagbo ont affirmé qu'il avait été arrêté par les forces françaises, accusant la France d'ingérence. Une affirmation que s'est empressé de démentir Paris, et à maintes reprises, en indiquant que la force Licorne n'avait été qu'un soutien, et "qu'à aucun moment les forces françaises n'ont pénétré dans les jardins ou la résidence présidentielle".